



L'économie de la Guyane en 2012 Une économie en demi-teinte

L'activité économique de la Guyane recule en 2012, avec une fin d'année relativement atone.

La consommation des ménages et l'investissement des entreprises marquent le pas et le marché du travail continue de se détériorer. L'activité spatiale et la construction, particulièrement bien orientées, continuent toutefois d'exercer un effet très favorable sur l'économie de la Guyane.

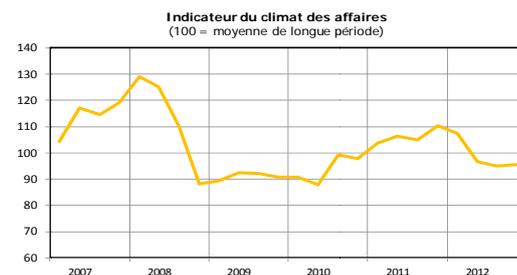
Avec une démographie en nette progression générant des besoins élevés, notamment en termes d'infrastructures et de logements, le marché guyanais est devenu un relai de croissance pour les investisseurs antillais confrontés à la maturité de leurs propres marchés.

Après un léger recul au deuxième trimestre, l'activité de financement, qui s'est maintenue au second semestre, toujours portée majoritairement par le secteur de l'habitat, s'affiche en croissance sur un an. La collecte d'épargne présente une très nette augmentation sur 2012, en raison d'une opération exceptionnelle survenue au troisième trimestre. Après neutralisation de cette opération exceptionnelle, les actifs financiers des agents économiques ressortent toujours en progression.

UNE FIN D'ANNÉE ATONE

Le climat des affaires est toujours dégradé

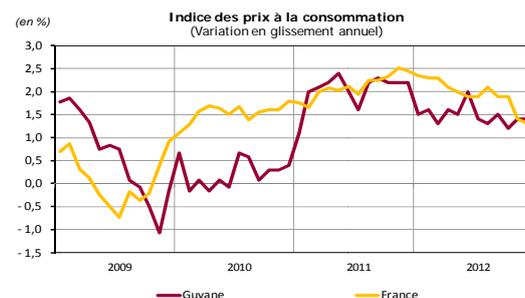
Malgré une très légère progression au dernier trimestre (+0,6 point) l'indicateur du climat des affaires (ICA) reste en dessous de sa moyenne de longue période, à 95,5. Cette évolution est principalement imputable aux appréciations portées par les chefs d'entreprise en fin d'année 2012 (contribution globale de +0,7 point) tandis que les prévisions pour le début d'année 2013 s'inscrivent en légère baisse (-0,1 point). L'activité est globalement en baisse en 2012.



Source : Iedom, enquête de conjoncture

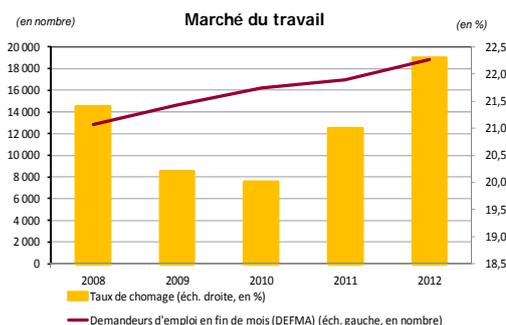
Une inflation modérée

L'indice des prix a progressé de 1,5 % en moyenne annuelle en 2012, en baisse de 0,5 point par rapport à 2011. En glissement annuel en décembre 2012, l'indice des prix progresse de 1,4 % (chiffre légèrement supérieur à celui de la France entière : +1,3%). Il est tiré principalement par les variations des prix des services (+1,3 %), de l'alimentation (+2,4 %), et de l'énergie (+4,8 %).



Source : Insee

La dégradation du marché du travail se renforce



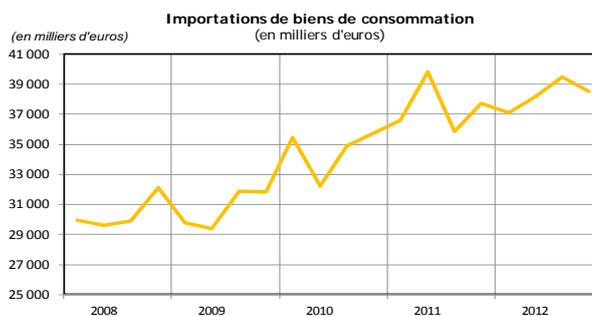
Source : Dieccte, Insee

Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) progresse de 11,4 % sur un an soit 18 850 inscrits à fin décembre 2012 (contre +9,7 % en moyenne par an sur les trois dernières années). Avec 16 800 personnes en situation de chômage, le taux de chômage au sens du BIT progresse légèrement (22,3% en juin 2012 soit +1,3 point) tandis que celui des jeunes (de 15 à 24 ans) augmente plus rapidement pour atteindre 51,5 %, soit près +4 points en un an. Le « halo » du chômage (personnes souhaitant travailler mais considérées comme inactives) reste relativement élevé : il est évalué à 13 800 personnes. En revanche le nombre de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), mis en place au 1^{er} janvier 2011, recule de 4 % avec 15 388 personnes recensées au 31 décembre 2012.

Une moindre progression de la consommation des ménages

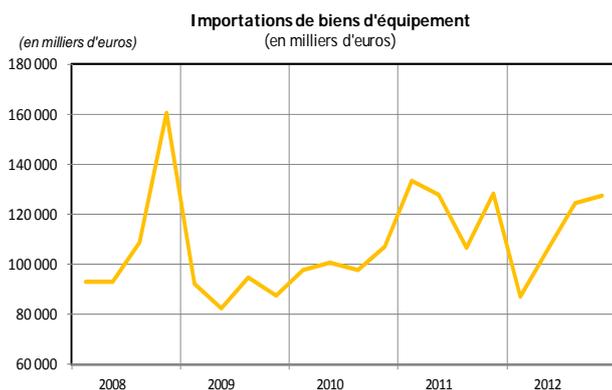
La consommation des ménages marque le pas en 2012. Les commerçants interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM témoignent d'une baisse de leur activité. Les importations de biens de consommation n'augmentent que de 2,1 % en valeur sur un an, alors qu'elles progressaient de 8,0 % en 2011 et de 13,1 % en 2010. Les ventes de véhicules neufs aux particuliers enregistrent quant à elles une baisse de 10 %.

En revanche, la vulnérabilité des ménages semble s'atténuer, avec une baisse des retraits de cartes bancaires (-5 %) et des dossiers de surendettement présentés à la commission (-8,9 %) même si le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire a augmenté sur l'année (+5,9 %).



Source : Douanes, CVS Iedom

L'investissement des entreprises ralentit



Source : Douanes, CVS Iedom

L'investissement des entreprises subit un coup d'arrêt après une année 2011 bien orientée. Les importations de biens d'équipement accusent une forte baisse (-10,6 % en valeur sur un an) essentiellement due à une diminution sensible au premier trimestre. L'enquête de conjoncture de l'IEDOM fait néanmoins état d'une stabilité des prévisions d'investissement après une dégradation au troisième trimestre.

L'encours total des crédits aux entreprises augmente de 5,4 % sur l'année, tiré par la hausse des crédits à l'habitat (+9,4%) mais pénalisé par la diminution du financement des investissements (-5,6%).

Concernant les ménages, le financement de l'habitat constitue le seul segment en augmentation sur l'année 2012 (+11,6 %), contribuant à maintenir une progression de l'encours total des crédits aux particuliers à hauteur de 8,5 %. L'encours sain des collectivités locales pâtit d'une baisse de 1,8 % des crédits d'investissement (qui représentent 99,8 % de l'encours), et se contracte de 2,0 % sur l'année.

Une augmentation sensible des exportations

Les chiffres de décembre 2012 du commerce extérieur font ressortir une forte hausse des exportations en 2012 (223,4 M€ soit +44,6 %), imputable à la progression des exportations de biens d'équipement (+47,9 %, majoritairement liée à la réexpédition de conteneurs vides et de matériel lié au spatial) et des exportations d'or (+28,2 % en volume, +41,1 % en valeur). Les importations augmentent de 9,2 % en 2012, pour atteindre 1 486,5 M€. Cette variation reste inférieure à celle constatée en 2011. Le déficit commercial ressort ainsi à 1 263,2 M€ en 2012, soit un solde négatif plus élevé que celui de l'année précédente (+4,7 %).

UNE MAJORITÉ DES SECTEURS SONT BIEN ORIENTÉS

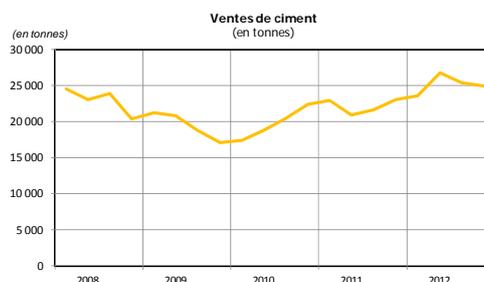
Un secteur élevage qui se porte mieux

L'activité du secteur primaire et des industries agroalimentaires est plus favorablement orientée en 2012. Les abattages de viandes bovines (+2 %) et porcines (+6 %) ainsi que les importations correspondantes (respectivement +5 % et +14 %) progressent en sur l'année. Les exportations de produits agroalimentaires continuent toutefois de reculer en valeur (-15 %) alors que les importations croissent de 8 %. Les quantités de poissons expédiées augmentent par rapport à l'an dernier (+3 %), mais le tonnage de crevettes à l'export diminue de moitié en dépit d'une reprise favorable en fin d'année. L'activité de la pêche reste handicapée par la faiblesse des infrastructures et le manque d'attractivité de la profession.

Dans la filière rizicole, l'année 2012 constitue une période de restructuration. Après le départ du groupe espagnol SOS en 2010, revenu sous le nom du groupe Deoleo, la production de riz est restée relativement faible. Sur les 3 300 hectares (dont 600 repris par la mer), la déclaration de récolte des riziculteurs fait état en mars 2013, de 260 ha récoltés, pour un rendement de paddy (riz non décortiqué) de 14,5 % après une année sans récolte en 2011. La filière est toujours confrontée à des difficultés d'ordre réglementaire (sur les produits phytosanitaires) vis-à-vis de l'Union européenne.

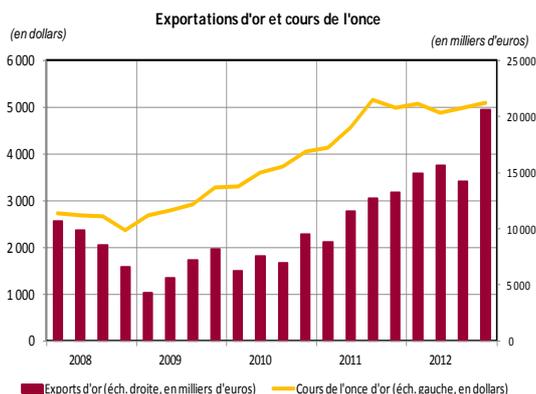
Un secteur de la construction toujours dynamique

Dans le secteur de la construction, les ventes de ciment ont progressé de 14,7 % sur l'année 2012. Le seuil des 100 000 tonnes a été dépassé en décembre 2012 pour la première fois en 18 ans. Le marché a été porté notamment par la construction de logements sociaux et par un nombre croissant de logements privés destinés à la location. Cette tendance haussière devrait se poursuivre sur l'année 2013 avec une demande encore très soutenue, tant en infrastructures qu'en logements. En effet, les besoins de logements, estimés entre 3 500 et 4 000 par an, ne sont couverts qu'à hauteur de la moitié par la production actuelle.



Source : Ciments guyanais, CVS/CJO ledom

Une production à la hausse des industries traditionnelles guyanaises



Source : AFD, Douanes, CVS ledom

Les exportations d'or progressent régulièrement depuis 2010. En 2012, la Guyane exporte officiellement 1,73 tonne d'or, pour une valeur de 65 M€. Le métal précieux confirme son statut de valeur refuge, variant sur l'année 2012 entre 1 585 \$ et 1 747 \$ l'once. Le cours moyen de l'once d'or en 2012 était de 1 670 \$ soit une augmentation de 6,4 % par rapport à 2011. Toutefois, La filière est fortement affectée par l'orpaillage clandestin (estimé à 10 tonnes par an en dépit des efforts relatifs à la destruction des sites illégaux) et par le durcissement des contraintes réglementaires.

A l'exception de l'année 2009, les volumes de grumes sorties de forêt stagnent depuis 4 ans autour du seuil des 70 000 m³. Pour l'année 2012, 74 878 m³ de grumes ont été sorties (+1,5 % sur un an).

Une activité spatiale toujours soutenue

Le secteur spatial a connu en 2012 une nouvelle année favorable, avec 10 tirs de fusées (7 Ariane 5, 2 Soyouz, 1 Vega), qui ont été effectués pour la mise en orbite de 18 satellites et d'un véhicule automatisé de transfert (ATV). Cette évolution soutenue devrait se prolonger au cours de l'année 2013 avec, selon le PDG d'Arianespace, 6 à 7 lancements Ariane 5, 4 lancements Soyouz, et 1 à 2 lancements Vega.

Un secteur touristique assez bien orienté en 2012

Le trafic recensé à l'aéroport de Cayenne-Félix Eboué décroît, totalisant en cumul 428 864 passagers à fin décembre 2012 (soit -1,5 % sur un an, contre +2,7 % l'année précédente). Le taux d'occupation des hôtels homologués reste stable, s'établissant en moyenne sur l'année à 60 % et le nombre de nuitées progresse de 1,6 % (318 000 nuitées en cumul annuel en novembre 2012 contre 313 000 en novembre 2011). Les professionnels du secteur du tourisme jugent que l'activité de la fin d'année 2012 est plutôt en hausse, même si le milieu du premier semestre a été quelque peu difficile. La trésorerie et les charges pesant sur les entreprises du secteur se sont légèrement améliorées tandis que les intentions de recrutements depuis le deuxième trimestre sont en hausse notable.

UN FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE TOUJOURS PORTÉ PAR LA CONSTRUCTION

Malgré une conjoncture économique en repli, le financement de l'économie guyanaise, structurellement lié aux besoins en infrastructures et en logements, reste en progression de 5,5 % à fin décembre 2012. Les crédits à l'habitat, qui représentent 57 % de l'encours sain de crédit, sont en augmentation de +10,4 % par rapport à fin 2011.

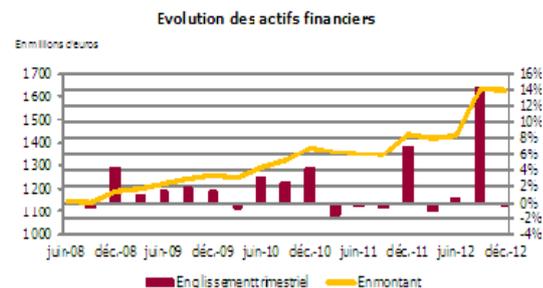
Les concours bancaires en faveur des entreprises augmentent de 5,4 %. Les crédits aux ménages augmentent de 8,5 %, (leur part dans l'encours global sain de crédit représentant 31,9 % après 31,0 % en 2011), tandis que les financements aux collectivités locales se contractent (-2,0 %).

Une collecte d'épargne impactée par une opération exceptionnelle

L'activité de collecte d'épargne en 2012 progresse significativement avec une hausse de 13,4 %, portant l'encours global à 1 631,8 M€ en fin d'année. La situation s'analyse à la lumière d'une opération exceptionnelle survenue au troisième trimestre 2012, conférant ainsi une importante sensibilité du total des actifs financiers aux placements long terme détenus en actions.

Dans un contexte de moindre progression de la consommation, conjuguée à des conditions avantageuses sur certains supports de placement, l'épargne des ménages progresse de 4,4 % en 2012 contre 4,2 % en 2011. Le segment des entreprises connaît une diminution des placements à court terme au profit des dépôts à vue.

Tous segments confondus, les placements à long terme, qui représentaient 23 % des actifs financiers fin 2011, passent à 30 % fin 2012, en raison toutefois d'une opération exceptionnelle d'un établissement de la place. Après neutralisation de cette opération, les placements financiers des agents économiques peuvent être estimés en croissance de 3,4 % sur l'année contre +4,4 % à fin 2011.



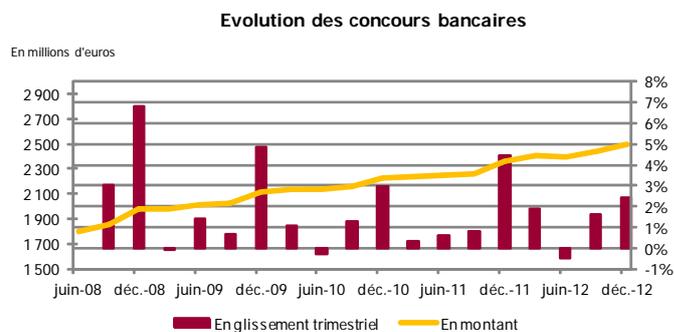
Source : Données SURFI

Une activité de crédit portée par le financement de l'habitat

Malgré un contexte économique moins favorable, l'activité de crédit reste relativement dynamique avec une progression de l'encours sain auprès de l'ensemble des établissements de crédit qui atteint 2 494 M€ en décembre 2012 (+5,5 % contre +5,8 % à fin 2011 et +5,4 % à fin 2010). L'encours de crédit aux entreprises s'établit à 1 277 M€, soit une hausse annuelle de 5,4 % (après +6,7 % en 2011). Si les crédits d'investissement se contractent en 2012 (-5,6 % après +19,4 % en 2011), l'encours des crédits d'exploitation et des crédits à l'habitat consentis aux entreprises sont en nette progression (respectivement de 26,2 % et 9,7 %).

Les concours bancaires aux ménages, totalisant un encours de 795 M€, enregistrent une hausse de 8,5 % en 2012 (après +8,0 % en 2011). Le financement de l'habitat contribue majoritairement à cette tendance avec une hausse annuelle de 11,6 %. L'encours des crédits à la consommation s'inscrit en revanche en retrait sur l'année (-2,0 % contre -0,8 % en 2011), du fait d'une pension moindre à consommer.

Le taux de créances douteuses brutes totales des établissements de crédit locaux s'établit à 4,2 %, en légère amélioration par rapport à 2011 (4,4 %).



Source : Données SURFI

PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2013

Les perspectives d'activité pour le premier trimestre 2013 sont contrastées selon les secteurs d'activité. Les prévisions d'investissement à un an, bien qu'elles affichent une moindre dégradation, restent toutefois en retrait.

Le secteur spatial devrait se maintenir à un niveau d'activité encore soutenu (près de 13 lancements programmés) avec des perspectives favorables jusqu'en 2015 avec le lancement des premières études sur le lanceur Ariane 6. La tendance haussière dans la construction devrait également se poursuivre sur l'année 2013, notamment pour satisfaire les besoins en logements toujours importants. Les programmes de logements sociaux initiés en 2012 (ZAC de Macouria, logements de la zone de Soula, ZAC Saint-Maurice à Saint-Laurent) sont de nature à favoriser le secteur de la construction. Par ailleurs, les travaux d'infrastructures et d'aménagement du territoire initiés fin 2011 se poursuivront en 2013 (avec l'échangeur de Balata et des Maringouins, le second pont du Larivot en phase d'étude, l'achèvement du complexe commercial de Matoury). Enfin d'autres projets d'équipements collectifs notamment ceux prévus dans le cadre de la base avancée de la coupe du monde de football de 2014 et des Jeux Olympiques de 2016 au Brésil, contribueront à soutenir le volume d'affaires du BTP.

Dans le secteur du tourisme, les perspectives anticipées pour le début d'année 2013 sont en dégradation, même si la fin d'année 2012 a été jugée plus positive. En revanche, la filière aurifère pourrait bénéficier de perspectives d'exploitation plus favorables avec notamment l'installation d'opérateurs miniers sur les sites d'orpaillage illégaux. Le potentiel d'exploitation des richesses minières et énergétiques avec notamment la découverte de pétrole au large de la Guyane s'inscrit dans le cadre d'un développement pérenne de la Guyane à plus long terme.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 20 mars 2013 – Dépôt légal : mars 2013 – ISSN 1952-9619